# Olivier NOËL, CORHIS

#### Cursus et formation

Doctorat sociologie, sous la direction d'Alain Marchand, soutenu le 7 février 2008 (Université Montpellier III), a obtenu la qualification dans les CNU 04 et 19.

DEA et études doctorales, science politique (CERTE, Université Montpellier I)

DESS Génie Social (Université Montpellier III)

Licence et Maîtrise Administration Economique et Sociale, mention Développement Social (Université Aix Marseille II)

### Parcours et expériences professionnels

Depuis 2014 : Responsable du Master 2 « Intermédiation et Développement Social : projets, innovation, démocratie et territoires »

Depuis 2011 : Responsable pédagogique du Master Professionnel « Politique de la ville et développement territorial ».

Depuis la rentrée 2009 : Maître de Conférences associé en sociologie politique à l'Université Montpellier.

2008-2010 : responsable pédagogique dans le Master professionnel « Politique de l'égalité et de la diversité » IEP de Lille.

2006-2012 : Chercheur-associé à l'INED, Unité Migrations Internationales et Minorités.

Depuis 2000 : Formateur intervenant dans le cadre du catalogue du FAS puis du FASILD sur la prévention des discriminations raciales à l'emploi.

Depuis 1996 : Chercheur-coopérant à l'Institut Social et Coopératif de Recherche Appliquée

Depuis 1994 ; Attaché d'Enseignement et de Recherche puis chargé de cours dans la filière Développement Social de l'Université Paul Valéry (Montpellier III). Actuellement responsable pédagogique dans le Master Professionnel « Développement Social et Intermédiation ».

1991-1996 : Chargé de mission « Jeunesse » au sein de l'Observatoire de l'Intégration en Languedoc-Roussillon.

### Principales publications

### **Ouvrages et ouvrages collectifs:**

Radicalisation, Théorie du complot, Laïcité, Discriminations intersectionnelles, Histoire et mémoire de l'immigration : des professionnalités mises à l'épreuve (Dir.), éditions Erès, à paraître en 2019.

Chantiers ouverts au Public (Pauline Scherer, coord.), La documentation française, 2015. Faire société commune dans une société diverse (avec Ahmed BOUBEKEUR), rapport pour le Premier Ministre, novembre 2013, La documentation française, 47p.

Une sociologie politique de et dans la lutte contre les discriminations : au cœur de l'action publique en France (1991-2006), Editions Universitaires Européennes, 2010.

Les nouvelles frontières de la société française, (Didier FASSIN, Dir.), La Découverte, 2010.

Mieux connaître pour mieux combattre : les discriminations à l'épreuve des savoirs et des pratiques, MIRE-Halde, Colloque BNF, 2 décembre 2009.

Grand-Ouest, mémoire des Outre-Mers, Presses Universitaires de Rennes (Pascal BLANCHARD, Dir. collectif), 2008.

Lyon, capitale des Outres-Mers, La Découverte, (Pascal BLANCHARD, Dir. collectif), 2007.

La deuxième génération issue de l'immigration : une comparaison France-Québec, (Préface François DUBET), Athéna Editions, 2007.

Sud-Ouest, porte des Outres-Mers, Milan, (Pascal Blanchard, Dir.) 2006.

- « Jeunesses en voie de désaffiliation, une sociologie politique de et dans l'action publique », L'Harmattan, 2004, 185 p.
- « Le racisme au quotidien », éditions Images interculturelles, 2002, (collectif).
- « Discriminations : pour en finir », éditions Jacob-Duvernet, 2002 (collectif).
- « De l'égalité formelle à l'égalité réelle, la question de l'ethnicité dans les sociétés européennes », L'Harmattan, 2001 (collectif).

### Articles, revues:

- « L'intermédiation : exploration d'une notion heuristique et pratique pour agir et penser la complexité » (avec Thomas Augereau et Régis Garcia), Agencements : recherches et pratiques sociales en expérimentation, n°2, 2018
- « Faire société commune dans une société diverse : fabriquer autrement les politiques publiques », *Migrations Société*, n°155, 2014.
- « Développement du pouvoir d'agir et enjeux d'une lutte pour la reconnaissance du problème public des discriminations « par le bas », février 2013 : <a href="http://www.les-seminaires.eu/developpement-du-pouvoir-dagir-et-enjeux-dune-lutte-pour-la-reconnaissance-du-probleme-public-des-discriminations-par-le-bas/">http://www.les-seminaires.eu/developpement-du-pouvoir-dagir-et-enjeux-dune-lutte-pour-la-reconnaissance-du-probleme-public-des-discriminations-par-le-bas/</a>
- « Discriminations de genre et de race : logiques communes, risques de concurrence et perspectives de convergence », *Hommes et Migrations*, n°1292, 2011.
- « Usages politiques, usages ordinaires de la notion de « victimisation » : une fonction d'occultation de la réalité discriminatoire », colloque « Lectures internationales des discriminations : confrontations d'approches institutionnelles, scientifiques et militantes », INED, 3-4 juin 2010.
- « Subjectivité des vécus, objectivation juridique des faits, un dilemme pour l'évaluation des politiques de lutte contre la discrimination », *Informations sociales*, n°148, 2008.
- « Pas de 31 : peut-on parler de persistance ou de réactivation d'un système discriminatoire postcolonial ? », *Diversité-VEI*, n°149, juin 2007.

- « Idéologie raciste et production de systèmes discriminatoires dans le champ de l'apprentissage », (*Travailler*, n°16, août 2006).
- « Le dévoilement d'une injustice ordinaire : souffrances, maltraitances et discriminations infligées à la jeunesse », (*Hommes et Migrations*, n°1260, avril 2006).
- « Injonction institutionnelle paradoxale et souffrance professionnelle : l'espoir d'une
- « fabrique des professionnalités », l'exemple du programme ESPERE », (*Diversité-VEI*, n°137, 2004).
- « Pour une politique d'égal accès à l'apprentissage » (Agora-débats jeunesse, n°32, 2003).
- « Comment prévenir les discriminations raciales à l'emploi en France ? » (*Hommes et Migrations*, n°1246, 2003).
- « La face cachée de l'intégration : les discriminations institutionnelles à l'embauche » (Ville Ecole Intégration 2000).
- « Intermédiaires sociaux et entreprises : des coproducteurs de discrimination ? » (*Hommes et Migrations*, 1999).
- « Les stigmatisations dans l'accès à l'emploi : le cas du Languedoc-Roussillon » (*Repères* INSEE, 1997)
- « Révéler les situations de stigmatisation : un enjeu de citoyenneté » (*Agora-débats jeunesse*,1996).
- « Émergence d'une catégorie à insérer : la jeunesse » (Hommes et Migrations, 1996).
- « Les obstacles dans l'accès à l'entreprise des jeunes issus de l'immigration », (*Transversales*, 1994).

# Principales communications sur la problématique des discriminations

Conseil de l'Europe

École Normale Supérieure

Ecole Nationale d'Administration

Conseil Economique et Social

Séminaire de l'INED (Unité MIM).

Séminaire du programme Frontières (IRIS-EHESS)

Colloque « Agir contre les discriminations : l'engagement des élus et des collectivités territoriales », Ville et Banlieue-FASILD

Assises Nationales du Fasild contre les discriminations

Comités d'orientation et de pilotage du programme ESPERE

Journées de l'intégration, Université de la Sorbonne

Séminaire du CERI, IEP de Paris

Colloque et séminaire de recherche, Université de Montréal

Séminaire de recherche, Université de Talahassee

# Expertises et comités scientifiques

Co-président du groupe de travail « faire société commune » dans le cadre du projet de refondation de la politique d'intégration (Premier Ministre)

Membre de la section enjeux et débat de société du CESER Occitanie

Membre du conseil scientifique de l'observatoire régional des discriminations (PACA)

Membre du conseil scientifique de Terra

Membre du conseil scientifique de l'IRDSU (Inter-Réseau Développement Social Urbain)

Membre du conseil scientifique de la Mission Egalité, Ville de Lyon

Membre du conseil scientifique du programme ASPECT

Expertise sur des programmes européens et internationaux sur les questions relatives à l'intégration et l'insertion des jeunes issus de familles immigrées (Programme EQUAL, Metropolis, Ministère des Affaires étrangères, OCDE, UNESCO).

Contributions aux programmes d'études du Ministère du travail (Direction de la Population et des Migrations et DGEFP), du FAS, du FASILD (Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations) puis de l'ACSE et de la Délégation Interministérielle à la Ville.